

No. 12

Les Cahiers d'

O C I S C A

**LES PLANTEURS DE CAFÉ ET DE CACAO
DU SUD-CAMEROUN DANS LE TOURBILLON DE LA CRISE,
DE LA LIBÉRALISATION ET DE LA DÉVALUATION**

Par Samuel Ndembou

ORSTOM

MINREST



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N° 12

**LES PLANTEURS DE CAFE ET DE CACAO
DU SUD-CAMEROUN
DANS LE TOURBILLON DE LA CRISE,
DE LA LIBERALISATION ET DE LA DEVALUATION**

Samuel Ndembou

Décembre 1994

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la Recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Jean Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domgang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1995
N° ISSN : 1023-7631

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun
Tél. : (237) 23.95.34

Présentation de l'auteur

Samuel Ndembou est géographe, spécialiste en développement rural. Chargé de Recherche à l'Institut National de Cartographie, il a participé au lancement du Programme OCISCA dont il est membre depuis 1990. Titulaire d'un "master degree" de Développement International de la Clark University, Worcester, Massachusetts, il prépare une thèse sur "l'impact de 34 ans de développement rural dans le Bassin de la Bénoué, dans la région de Garoua".

Remerciements

L'auteur remercie Georges Courade, fondateur et premier animateur du Programme OCISCA, ainsi que les responsables de l'Institut National de Cartographie et du Ministère de la Recherche Scientifique et Technique pour avoir été à l'origine de la création de cet espace de recherche en partenariat. Il remercie aussi Jean-Luc Dubois, animateur depuis mars 1994, pour avoir commenté et revu l'intégralité de ce texte.

D'autres remerciements vont aux collègues d'OCISCA, ou d'ailleurs, qui nous ont aidé dans le cadre de ce travail d'équipe, notamment Michel Njankouo, de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique, pour le traitement des données statistiques, et Gabriel Lele, pour sa continuelle présence à la gestion des bureaux et du matériel collectif. Une pensée va aussi aux enquêteurs et chauffeurs qui ont constitué la cheville ouvrière des opérations de terrain.

Enfin, cette publication a été rendue possible grâce aux financements du Ministère français de la Coopération et du Développement et de l'ORSTOM, Institut Français de Recherche pour le Développement en Coopération. L'Union Européenne a, quant à elle, fournit les financements de l'enquête sur l'utilisation des fonds du STABEX.

Résumé

La crise économique, la libéralisation du commerce et des prix, et la dévaluation du Franc CFA ont créé un environnement socio-économique plus difficile à contrôler pour les planteurs de café et de cacao. La baisse de la production et les conditions de sa reprise sont devenues pour les décideurs, comme pour les bailleurs de fonds, une préoccupation constante. Pour ces derniers le désengagement de l'Etat de la filière café-cacao et la dévaluation du Franc CFA sont des éléments indispensables à la relance économique. Les planteurs, dans un premier temps, interprètent le premier aspect comme un abandon et considère le deuxième comme un appauvrissement. Face à la dégradation de leur niveau de vie, ils ont adopté différentes stratégies, notamment, la relance des productions vivrières et fruitières, et la mise en valeur de toute autre potentialité. Un regain d'intérêt pour les plantations se fait jour à la suite de la dévaluation, confirmée par la hausse des cours. Toutefois l'inflation qui a suivi, ainsi que les fluctuations permanentes des cours internationaux rendent les attitudes prudentes même si l'on pense que la situation évoluera de façon positive.

Mots-clés : Crise économique, Libéralisation, Dévaluation, Inflation, Café, Cacao, Comportement des planteurs, Cameroun.

Abstract

The economic crisis, followed by liberalisation, and the CFA Franc devaluation have created a socio-economic environment which is difficult to manage. The continual decline of cocoa and coffee production and the way to growth of economic recovery are permanent concerns for the decision makers as well as the funding agencies. For them the State withdrawal from the coffee and cocoa market, and the CFA devaluation were appropriate solutions to the economic crisis. On the other side, the farmers perceive the State withdrawal as abandonment and the devaluation as a way to impoverishment. To cope with such a situation which leads to a deterioration of their standards of living, the farmers are implementing various strategies. For instance, the production of food crops, as well as evaluating of any potentiality at their reach. Their reaction, following the devaluation, was positive, and reinforced by the rise in the prices of cocoa and coffee on international markets. They found new interest in their plantations, hoping that the future will improve the current socioeconomic environment. However the price inflation, generated by the devaluation, the current fluctuations on the international market make them cautious, even if they still think that the situation will evolve positively.

Keywords : Economic Crisis, Liberalisation, Devaluation, Inflation, Coffee, Cocoa, Farmers Behavior, Cameroon .

Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des mesures d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont le résultat des recherches et les études sont publiées dans cette série.

Les Cahiers sont conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser des informations recueillies par les différents observatoires, des analyses scientifiques de données d'enquêtes, et des travaux de recherche individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

C'est en conformité avec cette optique que ce numéro présente une vision chronologique du comportement des planteurs de café et de cacao. Elle part des origines de la crise économique, affichée par la chute des prix au producteur à la fin de l'année 1989, et examine les réactions des planteurs dans un environnement changeant sous l'effet des mesures d'ajustement structurel, internes ou externes, et des fluctuations des cours mondiaux.

On y présente tous les éléments qui caractérisent la rationalité paysanne. Les planteurs cherchent à maximiser leurs revenus, utilisant pour cela, en premier lieu, leurs plantations de café et de cacao. Il s'agit d'un capital productif qui garde, à leurs yeux, toute sa valeur, mais qui requiert un entretien régulier à l'aide d'intrants chimiques et de main d'oeuvre. Des revenus secondaires sont obtenus par la vente de produits vivriers, cultivés en association. Leur production demande aussi un entretien minimal, coûteux en engrais et en temps de travail. Le revenu total ainsi obtenu est dépensé selon les priorités : on assure, en premier lieu, la sécurité alimentaire, la scolarisation des enfants et l'entretien des plantations, ensuite l'habillement, le logement, les transports, etc.. C'est ce modèle qui a fonctionné pendant des années et qui, depuis la campagne 1989/90, est soumis à de nombreux chocs extérieurs.

En effet, les prix aux producteurs passant de 440 F.CFA à 175 F.CFA, pour le café, et de 420 F.CFA à 250 F.CFA, pour le cacao, entre les campagnes 1988/89 et 1989/90, ont entraîné une chute du revenu pour les planteurs, difficilement compensable par une augmentation des quantités produites ou de la production vivrière. Le maintien des prix à ce faible niveau dans les années qui ont suivi a incité les planteurs, et leur famille, à développer d'autres activités génératrices de revenu : élevage, pisciculture, activités non-agricoles, et à réduire leurs dépenses en tenant compte des priorités, les dépenses de scolarité et d'entretien des plantations venant en dernier lieu.

Au niveau de l'Etat, la baisse consécutive des recettes fiscales, et les difficultés financières qui en ont résulté, ont imposé un désengagement des activités de soutien à l'agriculture : suppression des subventions aux intrants, arrêt de l'encadrement technique, réforme des coopératives, et transfert des activités commerciales à des privés ou des groupement paysans mis en compétition. Cela fut entrepris dans le but de rééquilibrer les finances publiques, de mieux traduire la vérité des prix et de constituer un marché plus adaptable. Mais pour les planteurs, nombre d'avantages en nature disparaissaient, correspondant de fait à une nouvelle baisse de revenu. Elle amenait une diminution de l'entretien des plantations, une baisse des rendements et de la production, ainsi qu'un désintérêt relatif pour les plantations.

Dans ce contexte, la dévaluation du franc CFA de 50% par rapport au Franc Français, en janvier 1994, a eu un effet de relance, dans un premier temps, notamment en raison de l'illusion monétaire. Puis la hausse des prix qui a suivi, le nouveau prix des intrants chimiques importés, ont amené les planteurs à mieux évaluer les réels bénéfices que la dévaluation pouvait engendrer. Depuis, par d'heureuses circonstances, les cours internationaux du café et du cacao se sont mis à remonter, incitant les planteurs à augmenter leur production et à réinvestir dans leurs plantations. Cependant, une certaine prudence demeure, née de l'incertitude des fluctuations sur les marchés internationaux, qui incite à conserver les activités alternatives, vivrières ou autres, pour s'assurer d'un revenu minimum stable. Quant aux dépenses, ce sont celles concernant la scolarité des enfants, le remboursement des emprunts et l'entretien des plantations qui sont effectuées en priorité.

Ce modèle général de comportement connaît des variantes selon les cultures, les plantations de café robusta étant plus vulnérables aux variations de prix que celles de cacao, ou selon les régions de production. Certaines régions à culture intensive comme le Littoral pour le café robusta, ou le sud-ouest pour le cacao, demandent plus d'intrants et de main d'oeuvre. A l'opposé les régions à moindre densité de population et d'infrastructures, comme l'Est produisent de manière extensive et réagissent de façon plus lente à toute hausse de prix.

Il convient de souligner l'impact social de toute mesure, dans le cadre de cette rationalité. A la différence d'autres pays producteurs, comme la Côte d'Ivoire par exemple, les plantations au Cameroun, sont de petite taille et disséminées entre les mains d'un million et demi de petits exploitants, soit près de huit millions de personnes. C'est au sein de ces familles que sont prises les décisions concernant la santé et l'éducation des enfants, et des filles en particulier, et le rôle des femmes dans la société. Autant d'éléments essentiels dans la constitution, ou le maintien, d'un capital humain indispensable à l'avenir du pays. Il devient donc indispensable de revoir, avant son application, toute mesure économique au travers de ses conséquences sociales, que celles-ci soient exprimées en termes de revenu, d'emploi, ou d'accès aux biens et services sociaux fondamentaux.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'OCISCA

Sommaire

Introduction

I. L'environnement socio-économique depuis 1989

1. Les manifestations de la crise économique
2. Les conséquences de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation

L'impact sur la production

L'impact sur les revenus

II. Le comportement régional des planteurs

1. Les zones caféières et cacaoyères avant la crise économique de 1989
2. Traits caractéristiques du comportement des planteurs

Les stratégies mises en oeuvre

Les perspectives des filières café et cacao

Conclusion

Références bibliographiques

Introduction

Trois faits économiques majeurs ont marqué, en moins d'une décennie, les planteurs de café et de cacao du Cameroun. Ce sont : la crise économique, la libéralisation du commerce et des prix, et la dévaluation du Franc CFA. La crise économique résulte d'une modification brutale de l'équilibre entre la production et la consommation globale de café et de cacao, au niveau mondial, qui se traduit par une chute des cours sur les marchés internationaux. La libéralisation vise à mieux réguler l'offre et la demande en laissant les prix et les échanges se déterminer sur un marché où producteurs et acheteurs entrent en compétition. Enfin, la dévaluation de 50% du Franc CFA, a pour but de rétablir la balance commerciale et les finances publiques, tout en relançant la production à l'exportation.

Dès 1987 les pouvoirs publics ont commencé à réaliser l'importance de la crise économique dans tous les secteurs. Mais le monde rural, et notamment les planteurs de café et de cacao, n'en a réellement pris conscience que lorsque les acteurs de la commercialisation : exportateurs, usiniers, et autres acheteurs agréés n'ont pu payer leurs achats de café et de cacao au prix fixé pour la campagne 1989/90. Pour la première fois la production fut recueillie sans paiement préalable et la notion "d'arriérés de paiement dûs aux planteurs" fit son apparition. Et lorsque le Cameroun dû se tourner vers le Fonds Monétaire International (F.M.I.) pour emprunter les montants nécessaires, il lui fut demandé de restructurer les filières du café et du cacao et de libéraliser le marché de ces produits.

L'Office National de Commercialisation des Produits de Base (ONCPB), organisme d'Etat, contrôlait alors plus de 80 % de la production des deux filières et se trouvait à la tête du système de commercialisation. Il était relayé, sur le terrain, par d'autres organismes parapublics comme la SODECAO et les ZAPI (Zones d'Action Prioritaire Intégrées). La libéralisation a entraîné la liquidation de tous ces organismes, entre 1989 et 1991, et la création de l'ONCC (Organisation Nationale pour le Café et le Cacao) qui ne joue plus qu'un rôle de supervision. La libéralisation des filières café et cacao avait pour but de permettre au marché intérieur de mieux s'ajuster au marché international quitte à laisser les bénéfices aux mains des producteurs. Cette volonté de l'Etat de se désengager partiellement de ce secteur a pourtant laissé aux planteurs une impression "d'orphelins du développement".

Toutes ces mesures d'ajustement interne, n'ont pu enrayer la dégradation économique générale, si bien qu'une autre mesure, d'ordre externe cette fois, fut décidée : la dévaluation du franc CFA dont on espère qu'elle aidera à relancer la production. Ainsi, en moins de dix ans, les planteurs de café et de cacao ont eu à affronter la crise économique, la libéralisation du commerce et des prix, et la dévaluation du franc CFA.

Pour les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds, la combinaison de la dévaluation et de la libéralisation du commerce et des prix devrait permettre au planteur de mieux bénéficier des fruits de leurs travaux, en étant associé aux différentes étapes de production et de commercialisation du café et du cacao. Ceci n'est pas toujours perçu de façon aussi nette par les planteurs. Nous nous proposons d'aborder cet aspect dans les pages suivantes. Nous y présenterons tout d'abord l'évolution de l'environnement socio-économique depuis le début de la crise. Ensuite, nous examinerons quels sont les comportements des planteurs

face à la crise économique, la libéralisation et la dévaluation. Enfin nous distinguerons plusieurs régions de production afin de montrer les différences de contextes et d'effectuer des analyses comparées.

I. L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DEPUIS 1989

Cette étude est construite sur la base de données d'enquêtes socio-économiques concernant un total de 839 planteurs de café robusta et de cacao des provinces du Littoral (122 planteurs), de l'Ouest (112 planteurs), du Sud-Ouest (159 planteurs), du Centre (364 planteurs y compris les 339 du village de Yemessoa) et de l'Est (82 planteurs). Ces données, recueillies dans le cadre du programme de recherche OCISCA, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun, viennent de deux sources : 500 exploitations ont été enquêtées dans toutes les régions, entre décembre 1993 et avril 1994, dans le cadre de l'enquête sur l'utilisation des fonds du STABEX, menée sous la conduite d'Ocisca et 339 exploitations sont suivies annuellement par l'Observatoire Cacao de Yemessoa, à 60 km au Nord de Yaoundé.

1. Manifestations de la crise économique chez les planteurs

Depuis l'Indépendance, en 1960, jusqu'en 1986, les prix d'achat au producteur, exprimés en francs constants, ont connu une croissance régulière. En 1987 et 1988, ces prix se sont stabilisés. Au dernier trimestre 1989, lors de l'ouverture de la campagne de commercialisation, on annonça les prix de 210 F.CFA pour le cacao et de 175 F.CFA pour le café robusta soit une baisse de 40 % pour le cacao et de 60 % pour le café robusta. Cette baisse fut d'autant plus brutale qu'elle avait été artificiellement retardée par le maintien d'un prix d'achat au producteur plus élevé que le cours mondial. Les acheteurs agréés : ONCPB, exportateurs, usiniers se trouvèrent alors dans l'impossibilité de payer leurs achats au prix fixé pour la campagne 1989/90.

Tableau 1 : Evolution des prix d'achat au producteur (en F.CFA/kg)

Années	1982 / 83	1983 / 84	1984 / 85	1985 / 86	1986 / 87	1987 / 88
Cacao Grade I	330	370	410	420	420	420
Cacao Grade II	100	130	250	310	310	310
Cours Moyen Mondial	776	1024	102	846	652	552
Café Robusta	350	390	430	440	440	440
Cours Moyen Mondial	952	1223	1138	1179	827	600

Années	1988 / 89	1989 / 90	1990 / 91	1991 / 92	1992 / 93	1993 / 94	1994 / 95
Cacao Grade I	420	210	250	220	200	150	300*
Cacao Grade II	-	-	-	-	-	-	-
Cours Moyen Mondial	436	-	-	-	-	-	-
Café Robusta	440	175	155	155	100	135	270
Cours Moyen Mondial	561	-	-	-	-	-	-

Source : Marchés tropicaux n°2241, octobre 1988, et MINDIC, octobre 1994

* Prix minimum garanti au lendemain de la dévaluation. En fait, le prix se maintient dans une fourchette de 470 à 510 F.CFA/Kg.

Le tableau 1 fournit l'évolution des prix d'achat au producteur au cours des 13 dernières années. On y remarque la chute des prix lors de la campagne 1989/90, puis la baisse continue au cours des années suivantes jusqu'à atteindre le niveau le plus bas en novembre 1993, au début de la campagne 1993/94. Pour les planteurs de café robusta, qui pratiquent la culture intensive avec fort usage d'intrants, on est en-dessous du seuil de rentabilité, leur compte d'exploitation ne pouvant s'équilibrer avec un prix inférieur à 250 F/kg, au taux d'avant la dévaluation. Ainsi les planteurs de robusta travaillent à perte, depuis la campagne 1989/90, et seuls les exploitants nationaux continuent de produire en exploitant un peu plus la main d'oeuvre familiale, non rémunérée.

2. Les conséquences de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation

a) L'impact sur la production

L'une des principales conséquences de la crise économique a été la baisse de la production de café et de cacao comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Evolution de la production exportée de café et de cacao depuis 1982 (en tonnes)

Années	1982 / 83	1983 / 84	1984 / 85	1985 / 86	1986 / 87	1987 / 88
Cacao	104.825	108.769	120.541	118.820	123.091	130.533
Café Robusta	105.425	47.000	118.945	77.648	123.988	72.352

Années	1988 / 89	1989 / 90	1990 / 91	1991 / 92	1992 / 93	1993 / 94	1994 / 95*
Cacao	99.980	144.325	86.275	96.600	83.165	79.180	83.672
Café Robusta	113.680	78.000	72.000	88.900	58.254	9.140	46.965

Source : Marchés tropicaux n° 2241, octobre 1988 ; DIRSTAT et MINDIC, octobre 1994.

* Il s'agit des valeurs estimées en début de campagne. Si le niveau incitatif des prix se maintient, on peut espérer une production de 100.000 tonnes de cacao et de 70.000 tonnes de café, dont 60.000 tonnes pour le robusta.

Les données de ce tableau sont issues, pour les années 1982 à 1988, de la revue *Marchés tropicaux et méditerranéens*, et, pour les années 1989 à 1994, des documents de la direction des produits de base du MINDIC, Ministère du Développement Industriel et Commercial. Elles montrent que les fluctuations annuelles sont plus fortes pour le café robusta que pour le cacao. Ainsi on peut noter une baisse de production de plus de 50% pour le café lors de la campagne 1983/84, suivie d'un doublement pendant la campagne suivante.

A partir de la campagne 1989/90, il y a confirmation de la baisse tendancielle de la production du robusta dont la courbe suit celle du prix d'achat au producteur. Le prix d'achat de 175 F. CFA étant largement en-dessous du seuil de rentabilité de 250 F. CFA/kg la baisse devient plus accentuée pour le café que pour le cacao. La production de cacao passe de 118.860 tonnes en moyenne, entre 1982 et 1990, à 86.315 tonnes en moyenne, entre 1991 et 1994, soit une baisse de 27%. Pour le café robusta, la production moyenne pour les mêmes périodes sont respectivement de : 92.130 tonnes et 52.098 tonnes, soit une baisse de 43%. De plus, les fluctuations de production peuvent être considérables d'une année à l'autre. Il y a, par exemple, une baisse de 34% pour le café et de 14% pour le cacao, entre les campagnes 1991/92 et 1992/93.

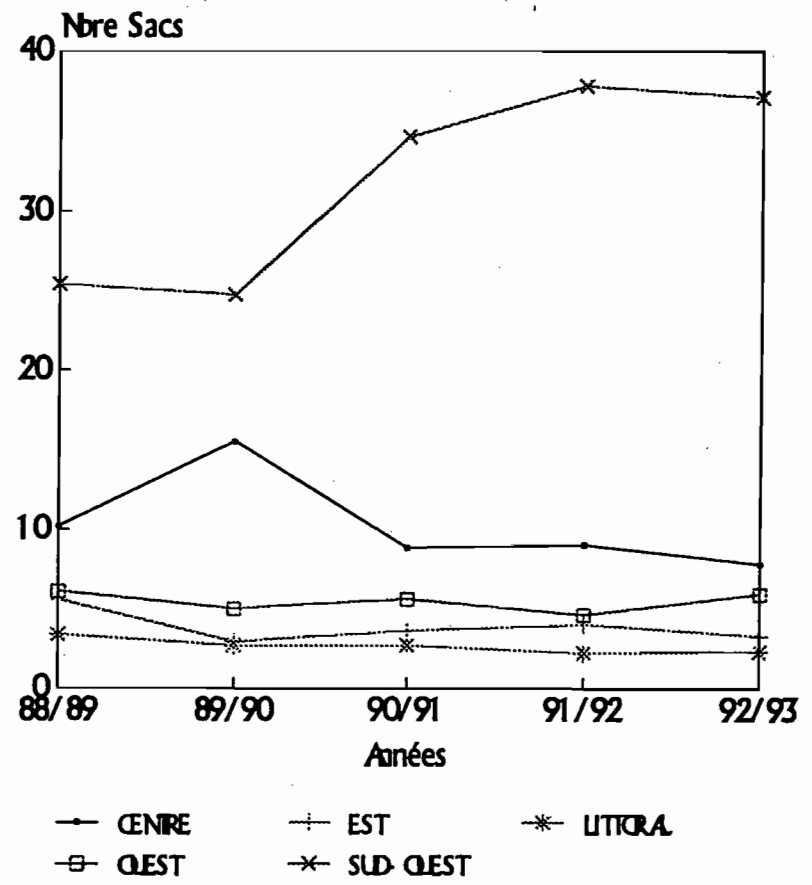
Pour étudier comment la production a évolué dans chaque région depuis la campagne 1988/89, on peut se référer aux résultats de l'enquête STABEX de 1993, dont l'objectif était d'évaluer l'efficacité du paiement direct des arriérés aux planteurs, et de connaître leur comportement après la réception des liquidités (cf. figures 1 et 2). Pour la campagne 1988/89 la production de café robusta, exprimée en sacs, se situait, pour l'ensemble des provinces, dans une fourchette de 30 à 50 sacs, sachant qu'un sac de café non décortiqué pèse en moyenne 70 kg. La province de l'Est venait en tête avec 50 sacs, l'Ouest en deuxième position avec 39 sacs, puis le Littoral, pour le département du Mungo, avec 38 sacs, le Sud-Ouest (35 sacs), et le Centre (30 sacs). Pour le cacao, avec un sac pesant en moyenne 80 kg, la fourchette était de 4 à 26 sacs, le Sud-Ouest venant en tête (26 sacs), suivi du Centre (10 sacs), de l'Ouest (7 sacs), de l'Est (6 sacs), et du Littoral (4 sacs).

Lors de la campagne 1992/93, la production moyenne de robusta ne se situe plus qu'entre 11 et 28 sacs. L'Ouest arrive en tête avec 28 sacs, suivi du Littoral, toujours le département du Mungo, (19 sacs), du Sud-Ouest (15 sacs), de l'Est (14 sacs), et du Centre (11 sacs). Pour le cacao, la fourchette se situe entre 3 et 37 sacs, la première place étant détenue par le Sud-Ouest (37 sacs) qui n'a cessé de s'écarter des autres provinces. Chacune a gardé le même rang, le Centre venant en 2^e position (8 sacs), suivi de l'Ouest (6 sacs), de l'Est (4 sacs), et du Littoral (3 sacs).

Ces figures montrent que la production de café n'a fait que baisser dans toutes les régions depuis la campagne 1988/89, confirmant le découragement des planteurs. Le cacao présente un cas de figure différent, la production du Sud-Ouest ayant augmentée, malgré une légère baisse durant la campagne 1989/90. La production du Centre a augmenté en 1989/90, pour amorcer une chute continue jusqu'en 1992/93. On note une stagnation dans les autres provinces. Cela corrobore le fait que la cacaoculture est demeurée rentable à la différence du café. La hiérarchie entre régions ne s'est cependant pas modifiée, l'écart entre les productions moyennes, par province reste léger. L'Ouest, et surtout le Littoral (le Mungo) se dégagent légèrement du lot, pour le café robusta et le Sud-Ouest confirme sa

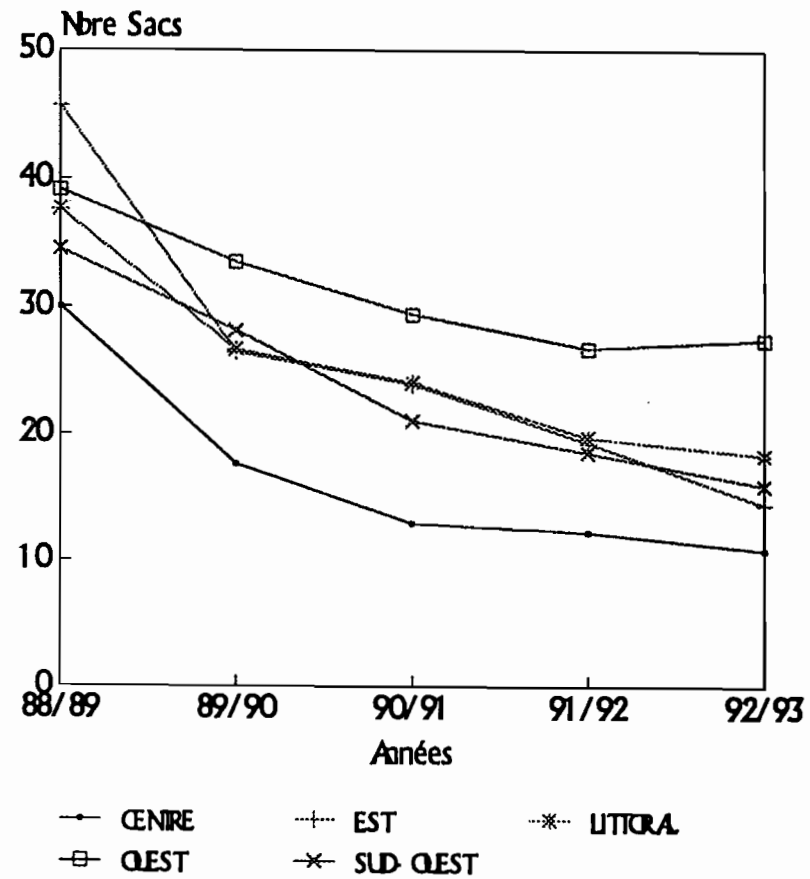
percée comme nouveau pôle de production de cacao relativement à la province du Centre qui semble s'essouffier.

Fig.1 EVOLUTION DE LA PRODUCTION MOYENNE
CACAOS MENACES PAR PROVINCES



Enquête STABEX 94

Fig.2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION MOYENNE
CÂTE DES MENACES PAR PROVINCES



Enquête STABEX 94

En même temps qu'il décidait de libéraliser le commerce et les prix, l'Etat se retirait de l'encadrement rural qu'il avait pris en charge pendant longtemps. La libéralisation impliquait l'abandon des subventions aux intrants, engrais et produits phytosanitaires, et par conséquent la hausse de leurs prix. D'où le fait que les planteurs signalent, depuis 1990, les difficultés qu'ils rencontrent pour se procurer des engrais, des pesticides et des insecticides, soit parce que l'approvisionnement est insuffisant, soit parce que les coûts sont très peu élevés. Les planteurs de cacao avaient été habitués à recevoir gratuitement les pesticides et les fongicides. Les planteurs de café bénéficiaient, pour leurs caféières, de traitements annuels et gratuits fournis par les encadreurs du Ministère de l'Agriculture. Ces privilèges ont maintenant disparu, et les planteurs ont finalement perdu autant en termes de revenus que de services d'assistance. Cette assistance était plus forte dans les régions où régnaient les sociétés de développement comme, par exemple, la SODECAO pour le cacao dans le Centre et dans le Sud, la ZAPI pour le café robusta et le cacao à l'Est. Dans les autres régions : Ouest, Littoral et Sud-Ouest, c'était plutôt le secteur privé qui se chargeait de ces tâches.

Selon les régions, la politique de libéralisation a été perçue de façon différente. Dans les régions habituées à être fortement encadrées, elle fut considérée comme un abandon. Dans d'autres régions le retrait de l'Etat n'a été ressenti que pour la fixation des prix. En bien des endroits, les planteurs ont estimé la libéralisation incomplète, ou trop lente, car l'Etat continuait de fixer un prix plancher.

La libéralisation avait entraîné un tassement du prix des intrants agricoles, dans une sorte d'indexation sur le pouvoir d'achat, tout comme les produits de première nécessité. La dévaluation a généré une hausse des prix et la raréfaction des produits sur le marché. Au cours des mois d'avril, mai et juin 1994, on a assisté, à nouveau à un lent tassement des prix dans un contexte de diminution des liquidités. Ce tassement a été remis en cause par l'entrée en vigueur de la Taxe sur le Chiffre d'Affaire (T.C.A.).

Afin de donner une image de la situation sur le terrain, nous présentons dans le tableau ci-dessous, les prix avant la crise, après la libéralisation et après la dévaluation, par région, pour les intrants considérés comme des produits et services de première nécessité. Ceci permet d'évaluer l'impact des diverses mesures sur le niveau des prix.

Tableau 3 : Evolution du prix des intrants de janvier 1989 à mars 1994 (en F.CFA)

Régions	Types de produits ou de prestation	Prix ou coût avant la crise et la libéralisation (janvier 1989)	Prix ou coût après la libéralisation (janvier 1992)	Prix ou coût après la dévaluation (mars 1994)
Sud-Ouest	- 1 sachet Gamazone	75 à 150 F	150 à 250 F	500 F
	- 50 kg d'engrais	1.800 à 2.500 F	3.000 à 3.500 F	5.000 à 7.000 F
	- Cueillette 1 sac de cerise	1.000 F	500 F	800 F
	- 1 journée de travail	1.000 à 2.000 F	1.000 F	1.000 à 2.000 F
Ouest	- 50 kg d'engrais	1.800 à 2.700 F	2.500 à 3.200 F	5.000 à 7.000 F
	- 1 machette	1.500 F	1.500 F	2.000 à 3.500 F
	- 1 houe	700 F	700 F	1.000 à 1.500 F
	- 1 lime	300 F	300 à 500 F	1.000 à 1.500 F
	- Désherbage/ha	10.000 à 20.000F	5.000 à 10.000F	8.000 à 15.000 F
	- Cueillette 1 sac de cerise	800 à 1.000 F	300 à 400 F	500 F
Littoral (Mungo)	- 50 kg d'engrais	3.000 à 3.200 F	3.200 à 3.500 F	5.000 à 7.000 F
	- 1 machette	1.200 à 1.500 F	1.500 à 1.700 F	2.500 à 3.500 F
	- 1 lime	300 à 500 F	500 F	1.000 à 1.200 F
	- Désherbage/ha	10.000 à 25.000F	6.000 à 10.000 F	15.000 F
	- cueillette 1 sac de cerise	800 à 1.000 F	400 à 600 F	non arrêté
Centre (Makenene)	- 50 kg d'engrais	2.000 à 2.500 F	2.500 F	4.800 F (ancien stock)
	- Désherbage/ha	30.000 à 40.000F		25.000 F
	- Cueillette 1 sac de cerise	1.500 F	1.500 F	1.000 F

Source : Enquête STABEX 94

Les prix de ce tableau sont indicatifs, car ils varient, dans chaque région, d'une localité à l'autre, en fonction du degré d'enclavement et du type d'encadrement disponible. A titre d'exemple, nous pouvons citer le cas de Gwatta, localité enclavée dans la plaine de Mbo, dépendant administrativement de Dschang et située à une trentaine de km de Melong. Avant la crise en 1988/89, 50 kg d'engrais coûtaient 2.750 F.CFA à la coopérative CAPLAME des planteurs de la Menoua, et 3.200 F.CFA chez les commerçants privés. Ces mêmes 50 kg d'engrais coûtaient entre 3.000 et 3.200 F.CFA à Melong. Ainsi les planteurs de café de Gwatta, bénéficiant d'une coopérative, avaient la possibilité d'acheter les engrais moins chers que ceux de Melong, localité pourtant située sur un axe routier bitumé. C'est pour cette raison que nous avons préféré fournir des prix minimum et maximum dans chaque région. Cela est suffisant pour mettre en valeur les tendances générales.

b) L'impact sur les revenus

Entre les campagnes 1988/89 et 1989/90, le prix d'achat officiel du cacao de grade I est passé de 420 F/kg à 240 F/kg, ce qui correspond à une baisse de 50%. Celui du café robusta est passé de 440 F/kg à 175 F/kg, soit une baisse de plus de 60%. En 1990, d'après les enquêtes OCISCA, une cacaoyère de 700 pieds, de superficie égale à un demi hectare, rapportait annuellement près de 50.000 F.CFA, alors que pour une caféière de même taille on n'obtenait que 20.000 F.CFA. Certes, ces données concernent le café arabica, mais, durant cette période, le prix d'achat du café, qu'il s'agisse d'arabica ou de robusta, était sensiblement le même. C'est en 1993 que le prix d'achat a atteint son plus bas niveau, soit 150 F/kg pour le cacao, en baisse de 64% par rapport au prix de la campagne 1988/89, et 100 F/kg pour le café robusta, en baisse de 77%.

La baisse régulière de ces prix d'achat depuis 1990 a accru le manque à gagner des planteurs, les poussant à rechercher des revenus complémentaires. Il en est résulté de grands changements dans la hiérarchie des revenus d'un ménage. Ainsi, jusqu'en 1988/89, le café ou le cacao était la première source de revenu et représentait plus de 50% des recettes. En 1991, à Yemessoa, la hiérarchie était la suivante : 45% pour le cacao, 35% pour les autres activités et 20% pour le vivrier. En 1993, d'après l'enquête STABEX, la hiérarchie des revenus était devenue : 30% pour les activités extra-agricoles, 26% pour les produits vivriers, 18% pour le café, 17% pour le cacao, 6% pour l'élevage et 3% pour le vin de palme. D'autres travaux, effectués en 1993 sur une centaine de ménages du Centre, donnaient la hiérarchie suivante : 65% pour les autres activités, 24% pour le vivrier et seulement 9% pour le cacao (Janin 1993).

Cependant, ce phénomène de recul des revenus du café et du cacao n'était pas identique dans toutes les régions (cf. tableau 4). L'enquête STABEX montrait que le cacao et le café se maintenaient comme première source de revenu dans deux provinces seulement: le Sud-Ouest pour le cacao et le Centre pour le café. Cependant au Centre, l'écart est infime avec les activités extra-agricoles. Dans le Sud-Ouest, la culture du cacao est restée rentable malgré la hausse du prix des intrants. Les activités extra-agricoles occupent la première ou la deuxième place, à l'exception de l'Ouest, où elles occupent la 4ème place. Les cultures vivrières sont la première source de revenu dans l'Ouest et fournissent 55,4% des recettes, confirmant le surnom de "grenier de la République" souvent attribué à l'arrondissement de Foubot. Il convient enfin de noter l'absence d'élevage et de vin de palme comme source de revenu dans la province du Centre.

Le Mungo est un département relativement urbanisé de la province du Littoral. On comprend donc que les activités extra-agricoles : petit commerce, travail à la tâche, artisanat, etc., y occupent la première place, avant les cultures de rente et le vivrier. Le fait que l'élevage y soit en deuxième position est, par contre, nouveau. Quant à la primauté des activités extra-agricoles dans la province de l'Est, elle résulte de l'importance des activités de chasse et de cueillette.

Tableau 4 : Hiérarchie des activités, sources de revenu, et pourcentage correspondant

Activités par région	1ère	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème
Littoral	Activités extra-agricoles 42,7%	Elevage 21,6%	Café 13,3%	Vivrier 11,5%	Cacao 6,5%	Vin de palme 4%
Ouest	Vivrier 55,4%	Café 22,9%	Cacao 8,9%	Activités extra-agricoles 6,3%	Vin de palme 4,5%	Elevage 2,3%
Sud-Ouest	Cacao 30,3%	Activités extra-agricoles 24,5%	Vivrier 21,6%	Café 11,3%	Vin de palme 6,7%	Elevage 5,6%
Est	Activités extra-agricoles 47,2%	Vivrier 23%	Cacao 11,5%	Café 10,5%	Vin de palme 4,1%	Elevage 3,7%
Centre	Café 31,7%	Activités extra-agricoles 30,2%	Cacao 26,8%	Vivrier 11,3%		

Source : Enquête STABEX 94

Ainsi, la crise économique, née de la chute des cours du café et du cacao, a entraîné une forte baisse du revenu des planteurs. Les mesures d'ajustement internes, notamment la libéralisation du commerce et des prix, et le désengagement de l'Etat, visaient à rendre l'appareil productif plus performant tout en satisfaisant aux contraintes financières nées de la crise. Elles ont cependant entraîné une baisse de la consommation des intrants et une modification des techniques de production avec, en conséquence, des répercussions sur la productivité et le niveau de qualité des produits. Ces mesures ont été complétées par la dévaluation de la monnaie nationale qui a permis un doublement des prix d'achat du cacao et du café. L'illusion monétaire qui en résultait a pu faire croire, dans un premier temps, à une augmentation réelle du revenu, mais les planteurs se sont par la suite aperçu que le doublement du prix des intrants affectait aussi leur revenu final. La seule consolation était donc dans la tendance à la hausse des prix sur le marché mondial qui semble se dessiner. Dans ce contexte, si l'on veut savoir dans quelle mesure les planteurs pourraient contribuer à la relance de la production, il faut examiner de façon plus précise quelles sont les principales caractéristiques de leurs comportements.

II. LE COMPORTEMENT REGIONAL DES PLANTEURS

1. Les zones caféières et cacaoyères avant la crise économique de 1989

Pour comprendre le comportement actuel des planteurs, il est nécessaire de porter un regard rétrospectif sur les différents courants d'idées véhiculés avant la crise. Avant l'introduction du cacao et du café, l'économie paysanne était essentiellement basée sur l'auto-subsistance (Harrison, 1977). Or, l'introduction du cacao, et l'orientation marchande correspondante, ont entraîné une crise structurelle (Binet 1956), dont les effets sociaux étaient importants, et particulièrement marqués dans le Centre et le Sud. Il en fut de même pour la culture du café. Pourtant son adoption n'eut pas les mêmes effets pour les populations, sans doute à cause des capacités d'adaptation et d'orientation économique différentes.

Pour Samir Amin (1970), il vaut mieux parler d'économie marginalisée lorsqu'on parle de l'économie paysanne, car une économie de subsistance est volontairement maintenue en parallèle à l'économie de rente pour faciliter l'exploitation capitaliste. L'économie de subsistance joue ainsi le rôle de soupape de sécurité et d'amortisseur des chocs sociaux. Il en résulte que, dans toutes les régions, l'équilibre entre les cultures de rente et les cultures vivrières est une constante de la stratégie des planteurs.

On distingue deux dynamiques concernant la culture du café robusta : la culture extensive dans l'Est, le Centre et sur les marges du plateau Bamiléké (Bazou, Magba), et la culture intensive dans le département du Mungo qui fournissait 75% de la production jusqu'en 1990. dans ce dernier cas, la prévalence de la culture intensive s'explique par la disponibilité d'une main d'oeuvre importante, venant du pays Bamiléké. Après avoir été employés comme manoeuvres, ces migrants s'installent comme planteurs et reproduisent le modèle des plantations européennes : plantations en lignes, en plein soleil, avec écimage. La culture intensive fait aussi appel à l'utilisation régulière d'intrants et d'insecticides. Alors que la culture extensive utilise essentiellement la main d'oeuvre familiale avec un faible usage d'engrais et d'insecticides. La cacaoculture, de son côté, a peu évolué par rapport à la cueillette familiale dans le Centre et le Sud. Dans le département de Mbam et dans la province du Sud-Ouest, il y a intensification par l'emploi de main-d'oeuvre et d'intrants : insecticides et fongicides.

Pour étudier le comportement des planteurs d'avant la crise, nous avons surtout observé les populations du département du Mungo, en majorité des migrants Bamiléké, et les populations Beti des provinces du Centre et du Sud. Dans ce dernier cas, la segmentation sociale des communautés entre aînés et cadets se traduit par un accès inégal à la richesse. Ce sont, en effet, les plus âgés des hommes qui se chargent de la commercialisation. Il en est de même dans la province de l'Est. L'accumulation monétaire ne se traduit pas souvent par des investissements productifs, les dépenses de consommation et une certaine ostentation étant privilégiée en référence aux modèles coutumiers. Cependant, les jeunes planteurs commencent à contester le bien-fondé de telles conduites. Il est certain qu'à l'origine le succès initial du cacaoyer était dû à la facilité de son exploitation rentière : l'activité du planteur étant plus proche de la cueillette que de l'agriculture de plantation. Ainsi comme l'écrit Delpech (1980) : "On ne ressent guère parmi les motivations du planteur Eton, la volonté bien affirmée d'édifier et de léguer un patrimoine agricole qui accroîtrait de base

économique à la génération montante... A l'inverse, on utilise la plantation comme levier pour réaliser la promotion des enfants, de préférence dans les professions du secteur des services localisés en ville”.

Dans l'Ouest et dans le Mungo, l'attitude commune est différente. C'est la réussite individuelle et l'enrichissement personnel qui dominent. La compétition est ouverte et chacun peut accéder à la richesse par ses capacités de travail, cela quel que soit son âge. Il existe un attrait pour l'argent qui favorise l'accumulation, dans le but d'investir plutôt que de dépenser dans des consommations individuelles ou de prestige. En zone caféière, l'acquisition d'une plantation de café est le premier des investissements, et souvent une manière de placer son argent. Il n'y a pas un cheminement type dans la progression sociale, cependant l'achat ou la création d'une plantation est un passage obligé. Ensuite, on remarque deux possibilités : soit l'extension progressive de la plantation avec installation d'une usine à café et orientation vers le transport ou le commerce, soit l'achat ou la construction d'immeubles de rapport en milieu urbain (Champaud 1983). Mais ce dernier type de cheminement est surtout le fait des moyens et des grands planteurs.

Les comportements commencent à changer dans la zone cacaoyère. Des innovations ont lieu dans la production vivrière avec la régression de cultures comme l'igname ou le macabo au profit des produits de contre-saison. La sphère domestique s'intègre peu à peu à la sphère marchande par la vente de produits vivriers et la valorisation des échanges entre la ville et la campagne. Il en résulte un changement dans la manière de voir les plantations cacaoyères. Au lieu d'être uniquement considérées comme une épargne, elles deviennent un capital productif. Cela renforce l'importance des droits sur le foncier et la tendance à la valorisation de la terre. Aux dépenses ostentatoires succède une stratégie d'accumulation à plus long terme, et la possession de terres et de capital devient un élément de la richesse individuelle, qui est malheureusement plus accessibles aux commerçants et aux fonctionnaires qu'aux agriculteurs. L'emploi de main d'oeuvre, même payée, est considérée dans le Centre et le Sud comme dévalorisante, à la différence de la région du Mungo. Il en résulte une relative rareté de la main-d'oeuvre dans une zone à forte densité de population, ce qui freine la possibilité d'intensification du système de production. On préfère alors étendre les superficies, avec la satisfaction de contrôler plus d'espace plutôt que d'augmenter la productivité. Cependant ceci ne se vérifie ni dans la zone de Biakoa-Talba-Bangassina, ni dans le Sud-Ouest, régions où les cultures sont pratiquées de façon intensive et qui sont en passe de devenir les nouveaux pôles de production.

L'appui que l'Etat a fourni aux producteurs, par les services du Ministère de l'Agriculture, a encouragé l'utilisation d'intrants : engrais, fongicides et insecticides. Toutes les catégories sociales ont pu ainsi tirer un bénéfice de l'amélioration des rendements de la production cacaoyère. Dans le contexte actuel, où les intrants sont devenus chers, seuls les plus âgés poursuivent dans cette voie, les plus jeunes et les femmes essayant plutôt d'améliorer leur revenu monétaire soit par des emplois non-agricoles, soit par la culture du vivrier. Il en résulte dans les régions du Mungo, de l'Ouest et du Sud-Ouest, une forte concurrence entre cultures de rente, destinées à l'exportation, et cultures vivrières, orientées vers les marchés urbains et capables de procurer des revenus plus réguliers tout au long de l'année.

2. Traits caractéristiques du comportement des planteurs

Pour étudier les différences de comportement, nous mettrons l'accent, dans cette partie, sur trois régions dans lesquelles les planteurs cultivent à la fois du café et du cacao. Pour le café, il s'agira des provinces du Littoral et de l'Ouest, d'une part, et des provinces du Centre et de l'Est, d'autre part. Pour le cacao il s'agira du Sud-Ouest.

Parmi celles-ci, les zones de culture intensive sont pour le café robusta, la province du Littoral, et plus précisément le département du Mungo, et, pour le cacao, le Sud-Ouest. Nous examinerons les stratégies mises en oeuvre par les planteurs dans ces régions, et les perspectives d'avenir des filières café et cacao qui en découlent.

a) Les stratégies mises en oeuvre

Les stratégies des planteurs visant à contrer les effets de la crise, se manifestent à différents niveaux. On peut prendre comme exemple la gestion des deux principaux postes de dépenses : les dépenses de scolarité et les dépenses d'exploitation.

Dans les provinces du Littoral et de l'Ouest, les dépenses de scolarité représentent le premier poste de dépense du ménage. Le nombre moyen d'enfants y est élevé (en moyenne 4,8). Avec la baisse des revenus, un petit pourcentage de planteurs - 4,7% de l'ensemble - ont retiré leurs enfants de l'école, mais la majorité préfère reculer l'âge de la scolarisation. 12,8% d'entre eux réduisent le montant des dépenses par divers moyens comme l'achat de livres d'occasion ou le recours à l'emprunt. Nombreux sont ceux qui pratiquent, avant la récolte, la vente à terme ou "coxage" de leur production, à un prix inférieur au cours du marché afin de financer les dépenses de scolarité. Seuls les gros producteurs peuvent encore assurer une scolarité normale à leurs enfants.

En ce qui concerne les dépenses d'exploitation : achat de produits phytosanitaires et d'engrais, paiement des ouvriers agricoles, ou achats d'outillage, seuls les planteurs ayant des réserves de trésorerie continuent l'entretien minimum requis. Toutefois, les planteurs mettent l'accent sur les problèmes de main-d'oeuvre dans 69% des cas, et le coût excessif des intrants pour 60%. La tendance est d'alléger la charge de travail en privilégiant le cacao, qui demande moins de soins, par rapport au café. Les planteurs qui ont arraché des plants ou abandonné la culture du café sont peu nombreux - environ 9%. De toute façon les alternatives de production sont limitées car pour la culture des vivriers il faut aussi faire appel aux engrais. Seule la production d'huile de palme s'est avérée une activité intéressante dans les régions les moins peuplées.

Dans le Sud-Ouest, en ce qui concerne la scolarisation des enfants, c'est essentiellement dans le secondaire que s'effectue l'ajustement, les enfants scolarisés y devenant moins nombreux. Il n'y a que les grands planteurs qui peuvent assurer la poursuite de la scolarité à leurs enfants. Les autres adoptent les stratégies classiques de réduction des dépenses de fournitures scolaires, d'appel à l'emprunt ou à l'aide familiale, ou différent l'âge de la scolarisation.

En ce qui concerne les dépenses d'exploitation, le caractère intensif de l'agriculture implique, pour 84% des planteurs, l'emploi d'ouvriers agricoles et l'achat de produits

phytosanitaires. Mais la difficulté de s'approvisionner en intrants, tâche autrefois assurée par les coopératives, a entraîné une baisse des rendements et constitue, pour 88% d'entre eux un obstacle majeur à l'extension des plantations et à l'intensification des productions. De plus, 67% des planteurs citent la main-d'oeuvre comme un obstacle à l'augmentation du travail et à l'extension des plantations. Dans les régions à double vocation café et cacao, le cacao a mieux résisté à la crise alors que 33% des planteurs ont abandonné le café. Les productions vivrières, maraîchères ou fruitières ont pris le pas sur les cultures de rente en terme de ressources monétaires.

Dans l'Est et le Centre, la scolarisation des enfants est aussi une priorité. Quand les moyens financiers sont insuffisants, les planteurs envoient leurs enfants à l'école "par tranche" : c'est à dire à tour de rôle, plutôt que d'interrompre trop tôt leur scolarité. Il en résulte que de moins en moins d'enfants de planteurs accèdent au lycée. Ils retournent alors travailler dans les plantations. Cependant la volonté de scolariser a induit un endettement généralisé.

Contrairement aux autres régions, la plus forte contrainte est le manque de main-d'oeuvre, plutôt que l'assise financière insuffisante. Ceci explique l'arrêt d'entretien des plantations dès que le revenu baisse. Pour faire face aux dépenses courantes les planteurs ont mis l'accent sur le vivrier en créant des bananeraies et en cultivant le concombre. La vente de vin de palme s'est aussi accrue. Les planteurs ont parfois délaissé les plantations de café au profit des plantations de cacao qui demandent une moindre quantité de travail et d'intrants chimiques. Ces derniers ne sont plus distribués gratuitement et leur approvisionnement est devenu difficile en raison de l'éloignement de ces régions des centres de distribution.

Le village cacaoyer de Yemessoa, dans le Centre confirme la priorité de la scolarisation des enfants, même si la crise a fait que beaucoup d'entre eux ont abandonné l'école. Il montre que les cacaoculteurs continuent de s'approvisionner en intrants sur les marchés et auprès des coopératives, mais en quantités réduites par manque d'argent. La régénération des plants et l'intensification des cultures ne s'effectuent que lentement malgré l'aide des sociétés de développement comme la SODECAO. La majorité des ménages, soit 64%, continuent de penser que s'ils veulent améliorer leurs revenus, il leur faut cultiver et vendre des produits vivriers et maraîchers et même pratiquer la pisciculture.

Dans toutes les provinces, les planteurs ont mis l'agriculture vivrière au centre de leurs stratégies de résistance à la crise. Ceci afin de s'assurer une certaine sécurité alimentaire basée sur l'autoconsommation, tout en ayant la possibilité de se procurer un minimum de revenu monétaire. La crise a été plus durement ressentie dans les régions à forte densité de population où la culture intensive fait appel aux intrants chimiques et à un certain niveau de capital. La scolarisation des enfants, qui est l'objectif privilégié des dépenses, est souvent difficile à réaliser malgré la volonté des planteurs de prendre tous les moyens pour la rendre possible.

b) Les perspectives des filières café et cacao

La question essentielle est de savoir quel comportement peut-on attendre des planteurs dans le contexte actuel de libéralisation, après dévaluation, et quelles perspectives en résulteraient pour les filières café et cacao.

Il convient de noter que, dans toutes les régions, le doublement du prix du café et du cacao a été perçu, au début, comme une augmentation en termes réels, et non comme le résultat mécanique de la dévaluation, encourageant les planteurs à se remettre au travail d'entretien dans leurs plantations. La réaction a été moins forte dans le Littoral et dans l'Ouest, où seulement 8% des caféiculteurs envisagent une extension de leur plantation alors que dans l'Est près des 2/3 sont déjà prêts à étendre leurs plantations. Il faudrait cependant que le cours international du café continue d'augmenter pour qu'on assiste à une volonté généralisée de régénération des plants et d'extension des plantations. De plus, 40% des planteurs souhaiteraient que la disponibilité des produits de traitement phytosanitaire et des engrais soit correctement assurée. Pour vendre leurs productions, les planteurs de café du Mungo avaient déjà l'habitude de choisir leurs intermédiaires. La libéralisation a modifié les règles du jeu et engendré une certaine méfiance vis-à-vis des acheteurs et de l'Etat. On a tendance à penser que ce sont les relations entre ces deux acteurs qui sont à l'origine des fluctuations au-dessus du prix minimum. Aussi attentisme et prudence sont les attitudes dominantes dans cette région. En ce qui concerne la production vivrière, la majorité des planteurs souhaitent augmenter leur niveau de production. Seuls les problèmes de fertilité des sols et d'approvisionnement en engrais ont freiné cette démarche, malgré la présence de débouchés urbains. Il faut noter, cependant que 39% des planteurs seraient prêts à délaissier une partie de leur plantation au profit du vivrier et du palmier si la baisse des prix recommençait.

Dans le Sud-Ouest, à l'annonce du doublement des prix, les planteurs ont repris le travail de façon intensive : 12,5% envisagent de replanter, voire d'étendre leurs plantations de cacao, et parmi ceux qui se consacrent exclusivement au café, 9% ont une stratégie équivalente. Ils feront appel à de la main-d'oeuvre salariée et aux intrants, dès qu'ils disposeront des fonds nécessaires. Ils souhaitent que la réforme des coopératives restaure le système des avances aux planteurs ou que soit instauré un système efficace de crédits à la production. Concernant la vente des productions, les acheteurs privés n'ont guère réussi à acquérir la confiance des planteurs de cacao, même si ces derniers continuent de s'adresser à eux en raison de l'inefficacité des coopératives. 47,8% des planteurs déclarent d'ailleurs vendre leur produit sans contrôle de qualité, ce qui, à terme, risque de constituer un handicap, le marché mondial devenant de plus en plus concurrentiel et le cacao camerounais ayant une réputation d'excellente qualité. Concernant la production vivrière, les villes de Douala et de Buéa assurent des débouchés réguliers et sûrs, alors que les cours internationaux du café et du cacao ne cessent de fluctuer. Si bien que 37% des planteurs maintiennent cette production à un niveau minimum et que 45% sont même prêts à l'accroître. Contrairement au Centre et à l'Est, les planteurs du Sud-Ouest seraient prêts à délaissier leurs plantations au profit de cultures vivrières et fruitières en cas de retournement des prix.

Dans le Centre et à l'Est, l'effet d'illusion monétaire a joué à plein et nombreux sont les planteurs qui, en réponse à ce qui fut perçu comme une forte augmentation des prix, ont

commencé à retravailler sur les plantations, s'apprêtant à en étendre les superficies et à régénérer les pieds. Le prix des pesticides et des fertilisants reste néanmoins trop élevé pour que les planteurs y recourent massivement, et les projets de nouvelles plantations ne peuvent se concevoir que dans les limites du travail familial, la main-d'oeuvre demeurant rare et chère. La vision optimiste du devenir du café et du cacao explique le maintien du potentiel productif, et la volonté de l'améliorer en dépit des fluctuations de prix. Cependant, la politique de libéralisation connaît des difficultés de mise en oeuvre, et l'Etat, afin de suppléer au manque d'organisation des planteurs et des coopératives, a dû fixer un prix d'échange du café et du cacao qui se rapproche du prix minimum garanti. Les années d'assistanat, et le désir d'encadrement individuel, font que les planteurs hésitent à quitter la coopérative même s'ils en perçoivent les dysfonctionnements.

Conclusion

Le comportement des planteurs dans le contexte actuel de crise économique, de libéralisation du commerce et des prix, et de dévaluation de la monnaie nationale, s'est traduit par une baisse des niveaux de production du café et du cacao. Les courbes de production correspondantes ont, de fait, suivi depuis 1988/89 celles du prix d'achat au producteur. La baisse a été très marquée pour le café robusta qui passe de 113.680 tonnes pour la campagne 1988/89 à près de 47.000 tonnes pour celle de 1993/94. Pour le cacao, on note une relative stabilité, avec même une légère augmentation dans certaines régions comme le Sud-Ouest, la production passant dans le même temps de 99.980 tonnes à près de 83.700 tonnes. Cela vient du fait que la cacaoculture, moins exigeante en soins et pratiquée sur des sols plus fertiles, est demeurée rentable pour le planteur. La caféiculture, par contre, est concentrée dans une région sujette à l'érosion, où l'usage d'intrants et de main-d'oeuvre est indispensable. Aussi, dès que les cours mondiaux commencent à baisser, elle cesse vite d'être rentable.

La politique de libéralisation, accompagnée du désengagement de l'Etat dans ce secteur, a rendu plus difficile l'approvisionnement en intrants et l'encadrement rural. Partout, le besoin d'une assistance se fait sentir, et c'est seulement par son intensité que réside la différence entre les régions. Dans le Littoral, l'Ouest et le Sud-Ouest, on souhaite un simple arbitrage de l'Etat dans quelques circonstances, dans le Centre et l'Est, on souhaite une intervention plus directe.

L'enthousiasme et le regain d'intérêt pour les cultures d'exportation qui sont apparus après la dévaluation étaient basés sur l'illusion monétaire d'un doublement des prix d'achat au producteur, en termes réels. L'augmentation générale des prix qui a suivi, et plus particulièrement du coût des intrants importés, ont ramené les espérances à un niveau plus réaliste. Le calcul économique des résultats d'exploitation en intégrant les nouveaux coûts de production ont rendu les planteurs plus prudents dans l'expression de leurs prévisions, bien que la grande majorité comptent sur les cultures de rente pour sortir de la crise. Cependant, leurs réponses sont nuancées par des problèmes locaux plus spécifiques : l'érosion des sols et le coût des d'intrants dans l'Ouest, le Littoral et le Sud-Ouest, le manque de main-d'oeuvre pour le Centre et l'Est et position excentrée de l'Est.

Dans toutes les régions, la production de vivrier demeure une source de revenu complémentaire, plus ou moins forte selon le niveau d'intégration à un marché urbain. Ce qui montre que l'articulation ville-campagne doit jouer un rôle important, dans un sens ou dans l'autre, pour faciliter le redémarrage de l'économie.

En conclusion, les planteurs se déclarent prêts à participer à une relance économique, en augmentant leurs productions tout en tenant compte des spécificités de chaque région et des coûts de production qui en résultent. La hausse actuelle des cours mondiaux ne peut que les encourager dans cette voie. On peut toutefois se demander si une assistance technique de la part de certains services de l'Etat, effectuée de façon incitative et différenciée selon les régions, ne permettrait pas d'accélérer la mise en place de politique de libéralisation, facilitant l'adhésion à ces nouvelles règles du jeu qui ont pour but de rendre le marché des échanges plus efficace.

Références bibliographiques

- AMIN S., 1970 (rééd. 1988), *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*. Anthropos. Paris. 617 p.
- BINET J., 1956, *Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun*. Coll. Homme d'Outre-Mer N°3. ORSTOM. Paris.154 p.
- BOUPDA E., 1972, *L'arrondissement de Mélong. Étude géographique*. Mémoire de DES de Géographie. Université de Yaoundé. 163 p.
- CHAMPAUD J., 1983, *Villes et Campagnes du Cameroun de l'Ouest*. Coll. Mémoires N° 98. ORSTOM. Paris.
- COURADE G., ALARY V., 1994, Les planteurs ont-ils été réévalués ? *Politique Africaine* N° 54, éditions Khartala. Paris. pp. 74 à 87.
- COURADE G. et alii, 1991, L'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest du Cameroun (UCCAO), de l'entreprise commerciale à l'organisation paysanne. *Revue Tiers Monde*. T. XXXII N° 128 oct.-déc. 1991. Paris.
- DAVIRON B., FOUSSE W., 1993, *La compétitivité des cafés africains*. Ministère de la Coopération. Collection Rapport d'Étude. Paris. 252 p.
- DELPECH B., 1980, A travers le feuillage du cacaoyer : changement dans la société Eton du Cameroun méridional. *Cahiers de l'ORSTOM* N° 3/4. Paris. pp. 273/277.
- DONGMO J. L., 1981, *Le dynamisme Bamiléké (Cameroun)*. CEPER. Yaoundé. 2 Vol. 424 et 293 p.
- ETAME MASSOMA S. D., 1976, *Les prix agricoles dans le Mungo*. Mémoire de Licence en Sciences Économiques. Université de Yaoundé. 137 p.
- GUYER J.,1977, *Le système de production agricole féminin. Département de la Lékié*. Rapport. ENSA.Yaoundé. 87 p. Multigr.
- LEFEBVRE A.,1972, *Conditions d'un développement intégré dans la Lékié*. 4 tomes, multigr. MINPLAN. Yaoundé.
- LEPLAIDEUR A., 1982, Vie et survie domestique en zone forestière camerounaise : la reproduction simple est-elle assurée ? In *Risque en agriculture*. Collection A travers champs. ORSTOM. Paris. pp. 277-290.
- LOSCH B., 1990, *Evolution des systèmes de production agricole en zone SODECAO et principales réactions des producteurs camerounais à la crise cacaoyère*. SILVIT-CIRAD-DSA. Montpellier. 71 p. multigr.

OCISCA, 1994, Évolutions majeures dans la zone cacaoyère, Équipe de l'observatoire de Yemessoa, *Cahiers d'OCISCA* N°3. Yaoundé. 35 p.

TCHAMGWE NJENDE D., 1973, *Bafang, Etude de géographie urbaine*. Mémoire de DES de géographie, Université de Yaoundé. Yaoundé. 201 p.

TIOKING T., 1978, *Collecte et commercialisation du café dans le Nord du Mungo*. Mémoire de DES. de géographie, Université de Yaoundé. Yaoundé. 124 p.

WEBER J., 1974, *Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun- Yaoundé*. ORSTOM. Paris. 54 p.

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N° 1, “Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche” par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N° 2, “Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée” par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N° 3, “1991 - 1993 : Évolutions majeures dans la zone cacaoyère” (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N° 4, “Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols” par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N° 5, “Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse” par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N° 6, “Yemessoa, auto-provisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise” par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N° 7, “Impact de la dévaluation sur l'habitat” par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

Cahier N° 8, “Le secteur vivrier sud-camerounais face à la crise de l'économie cacaoyère” par Athanase Bopda (en préparation).

Cahier N° 9, “Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda” by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

Cahier N° 10, “Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa” par Laurent Manga Bella, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.

Cahier N° 11, “Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?” par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

Cahier N° 12, “Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation” par Samuel Ndembou, Décembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.